

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

TOUMI, Mohsen. *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Politique d'aujourd'hui », 1989, 320p.

par Khaled Belkhodja

*Études internationales*, vol. 22, n° 2, 1991, p. 432-434.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702853ar>

DOI: 10.7202/702853ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

Malheureusement, s'il connaît bien la Zone franc et s'il a accumulé les références, son réquisitoire atteint une mesure qui dénie à son travail la moindre vélléité scientifique. On ne peut signaler les erreurs et les exagérations : il faudrait recopier les 100 pages consacrées à cette expérience monétaire unique en son genre et que nombre d'autres pays africains souhaiteraient partager, y compris la Guinée-Conakry qui, contrairement à ce que dit l'auteur, n'en est pas membre ! On peut au moins donner une idée de l'invraisemblance des propos. La France tirerait avantage de cette Zone du fait que les pays excédentaires déposent leurs réserves auprès du Trésor français... mais depuis 1979 – plus de douze ans – le compte d'opérations de la BCEAO est débiteur et celui de la BEAC l'est depuis cinq ans – ce qui veut dire que ces pays tirent jour après jour sur un compte qui n'est plus provisionné... et que le Trésor paie ! L'auteur critique les dévaluations du franc français qui, effectivement, ont entraîné le franc CFA. Mais le franc est depuis huit ans une monnaie forte et c'est précisément parce que le franc CFA lui reste lié que des problèmes apparaissent dans la Zone !

Parlons maintenant des méthodes utilisées. J'ai l'honneur d'être cité avec d'autres auteurs, p. 274, à l'appui d'une affirmation dont on ne trouve pas trace dans mon texte, ni à la page précise indiquée, ni ailleurs. Après m'avoir cité quand je dis, effectivement cette fois, que «la convertibilité du franc CFA prend ses racines dans la volonté commune des pays de coopérer intensément», l'auteur conclut aussitôt : «Il s'agit bien d'un projet visant à rassembler des vassaux autour du suzerain français» (p. 275) ! Un peu plus loin il nous donne les raisons – plus exactement ce qu'il prend pour telles – pour lesquelles la

langue française connaît une «incroyable impopularité». Et il nous explique que la France appuie de plus en plus sur la francophonie «parce qu'elle est toujours plus dépendante du cobalt, du titane et de l'uranium» (p. 293). Les lecteurs québécois apprécieront.

Michel LÉLART

*Directeur de Recherche au CNRS, Paris*

TOUMI, Mohsen. *La Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. «Politique d'aujourd'hui», 1989, 320p.

Écrit moins de 2 ans après la destitution de Bourguiba et son remplacement par Ben Ali, ce nouveau livre de Mohsen Toumi se veut à la fois une réflexion sur les 30 ans de règne bourguibien, une explication de sa chute, ainsi qu'une évaluation de l'œuvre du nouveau régime.

Les deux tiers du livre sont consacrés à la phase bourguibienne qui se divise en trois décennies. La première, incontestablement la plus féconde, démarre dans l'euphorie des lendemains de l'indépendance ; Bourguiba est alors en pleine possession de tous ses moyens. Le parti destourien et l'État qui en est l'émanation bénéficient d'un large consensus populaire et peuvent entreprendre alors la plupart des grandes réalisations de la Tunisie indépendante (nouveau code du statut personnel, politique de scolarisation massive, création d'une armée nationale, fondation de la banque centrale). Mais on assiste aussi, contrecoup de la crise yousséfiste, à la mise en place d'un régime autocratique avec parti unique, omnipotence

du pouvoir exécutif, mise au pas du mouvement syndical, suppression progressive des libertés de presse et d'opinion, répression sanglante des complots yousséfiistes ou prétendus tels. Cette période fut aussi celle des graves palinodies dans le domaine économique avec l'échec successif des expériences libérale et socialiste. Deux événements majeurs vinrent clore cette première décennie : la maladie de Bourguiba en 1967 et le limogeage de Ben Salah en 1969. L'un et l'autre constituent un tournant parce que la force et le prestige du régime sont atteints.

La deuxième période est celle de la décennie Nourira. Le style change. Le nouveau premier ministre, qui n'a pas la sympathie de l'auteur est un partisan déclaré du retour à l'économie libérale. Le collectivisme socialisant de Ben Salah est aboli ; le pays s'ouvre aux investissements étrangers qu'il attire à coups de privilèges fiscaux et à la faveur des bas salaires. Les revenus du tourisme et des travailleurs immigrés, le pactole pétrolier, ainsi que quelques bonnes récoltes, permettent de sortir du marasme des dernières années de l'ère Ben Salah. Mais l'euphorie est illusoire, malgré quelques années fastes. Le chômage augmente, la production agricole stagne, les salaires n'augmentent pas au même rythme que le revenu national, le poids de la dette extérieure et du déficit de la caisse générale de compensation s'aggravent.

Libéral sur le plan économique, le régime maintient ses attitudes autoritaires et autocratiques dans le domaine politique. Bourguiba laisse gouverner Nourira mais règne lui-même en monarchie absolue, allant jusqu'à se faire proclamer président à vie par un parlement complètement asservi. L'opposition est à peine tolérée (libéraux du

MDS), mais le plus souvent interdite et condamnée à la clandestinité (MUP de Ben Salah, PCT) ; sa capacité réelle de s'opposer au régime demeure faible. Les seules forces qui en seraient capables sont les islamistes dont l'influence grandit auprès des étudiants et dans des écoles ainsi que l'UGTT qui bénéficie d'une puissante organisation et d'un chef charismatique (Habid Achour). Le gouvernement Nourira voulut d'abord briser le syndicat : il profita des grèves de plus en plus fréquentes et d'un climat d'émeutes qu'il aurait délibérément provoquées pour écraser l'agitation dans le sang et se débarrasser une nouvelle fois de H. Achour (crise de janvier 1978). La répression n'allait donner au régime qu'un bref répit mais elle porta un coup grave à son prestige et à sa crédibilité, achevant de le couper du pays réel et favorisant les entreprises de déstabilisation menées contre lui de l'extérieur (insurrection de Gafsa en 1980, avec la complicité de la Libye).

Le gouvernement Mzali inaugure la dernière phase du régime. L'auteur est particulièrement dur pour le nouveau premier ministre, dénonçant son incompetence face à la gravité des événements. Il souligne pourtant les mérites de sa politique d'ouverture (reconnaissance du MDS, retour du PCT à la légalité, reprise du dialogue avec l'UGTT). Mzali va cependant buter sur deux écueils : la montée en puissance des islamistes après la révolution iranienne et la détérioration croissante du climat économique et social surtout lorsqu'il a fallu toucher au prix du pain pour se plier aux pressions du FMI et réduire le fardeau des subventions publiques. Ceci conduisit aux tragiques événements de janvier 1984 qui portèrent un coup de plus au prestige de l'État. Il a fallu que le Président désavoue son premier ministre et annule les augmentations pour

que l'ordre revienne. Mzali va tenter de reprendre le contrôle de la situation en s'acharnant sur l'UGTT brisant ainsi un contrepoids à la subversion des islamistes qu'il aurait ainsi renforcés. Autre erreur, fatale celle-là : ses ambitions de moins en moins cachées pour la succession finirent par le perdre auprès du palais.

Son remplacement par Rachid Sfar, un technocrate effacé, ne fait que précipiter la débâcle et accroître l'audace des militants islamistes qui s'en prennent de plus en plus au Président lui-même ; les manifestations sont quasi quotidiennes à Tunis, l'État toujours paralysé par l'hypothèque de la succession, est en voie de désintégration ; le prestige du pays est gravement atteint au dehors.

La crise, dont on attendait le pire, connut un dénouement inespéré : l'avènement de Ben Ali qui profita de sa désignation comme Premier ministre pour faire destituer un Président sénile et lui succéder légalement à la tête de l'État. Le « coup » du 7 novembre 1987 inaugure la « deuxième ère de la République ». Il ne s'agit pas d'un changement de régime car à l'exception de Bourguiba et de quelques personnes de son entourage immédiat, ce sont les mêmes hommes qui demeurent au pouvoir. Donc point de rupture ni de reniement, comme en témoigne l'hommage sincère rendu à l'œuvre du « combattant suprême » dans la déclaration du 7 novembre. Mais il fallait une opération de salut public pour sortir le pays du chaos et rétablir la communication entre l'État et le peuple. C'est le large soutien quasi unanime de l'opinion qui confère sa légitimité à l'opération du 7 novembre. Beaucoup de mesures importantes ont été prises dans l'euphorie qui a suivi : réforme constitutionnelle,

réforme du code de la presse, proclamation du multipartisme, volonté d'ouverture politique et démocratique, rétablissement de bonnes relations avec l'ensemble des pays maghrébins et mise en place de l'Union du Maghreb arabe.

Le bilan semble impressionnant mais les résultats ne sont pas toujours à la mesure des espoirs initiaux. La démocratie demeure théorique plus que réelle puisqu'il n'y a toujours pas d'opposition à la Chambre des Députés où le RCD (nouvelle appellation de l'ancien parti destourien) monopolise tous les sièges. La trêve avec les islamistes n'a pas duré longtemps et le cycle manifestations-répressions a repris, menaçant à nouveau de déstabiliser le régime. La reconstitution d'une gauche moderne et progressiste serait nécessaire au rééquilibrage de la vie politique pour ne pas laisser le monopole de l'opposition à la démagogie islamiste. En fait, la situation demeurera instable et propice à la subversion, tant que les graves disparités économiques et sociales entretiendront les inégalités et augmenteront le nombre des exclus.

Telles sont les grandes lignes d'une bonne analyse des problèmes de la Tunisie d'aujourd'hui. L'ouvrage est riche en idées exprimées souvent avec la verve d'un polémiste qui a la nostalgie des années héroïques des lendemains d'indépendance. Syndicaliste très proche de A. Ben Salah, l'auteur ne cache pas son attachement aux valeurs de la gauche, son aversion pour les islamistes, son mépris pour Nouira et Mzali, son admiration pour Bourguiba, malgré la longue et lamentable fin de règne.

Khaled BELKHODJA

*Département de science politique  
Université de Moncton, N.B., Canada*